

# JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, COMMERCE, INDUSTRIE

ANNONCES JUDICIAIRES, ADMINISTRATIVES & COMMERCIALES

## BULLETIN COMMERCIAL DE ROUBAIX ET TOURCOING

Ce journal paraît les Mercredi, Vendredi et Dimanche.

ABONNEMENT: Pour Roubaix, trois mois, 7 francs, 50  
; ; six mois-14 ; ;  
; ; un an 25 ; ;

Les lettres, réclamations et annonces doivent être adressées au rédacteur-gerant, bureau du Journal, rue du Vieil-Abrevoir, 25 (coin de la rue Nain).

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

Toutes les communications relatives au Journal doivent être déposées avant midi le jour de la publication.

On s'abonne et on reçoit les annonces, à Paris, chez MM. LAFFITE-BULLIER et C<sup>ie</sup>, 20, rue de la Banque.

Le JOURNAL DE ROUBAIX est seul désigné pour la publication des annonces de MM. HAVAS LAFFITE BULLIER et C<sup>ie</sup> pour les villes de Roubaix et Tourcoing.

ROUBAIX, 14 MARS 1868.

### BULLETIN

Comme nous l'avons dit dans notre dernier numéro, les opérations du conseil de révision pour la garde mobile ont donné lieu, à Toulouse, à une manifestation qui a dégénéré en troubles graves dont on pourra lire plus loin un récit détaillé. *L'Etendard*, qui n'est pas suspect, affirme qu'avant que ces événements ne fussent connus, le bruit courait à Montpellier et dans quelques autres villes que des manifestations hostiles devaient avoir lieu à Lyon, Marseille, Bordeaux et Toulouse. Dans les trois premières villes, ces manifestations ont sans doute été empêchées par des mesures énergiques de l'administration. Enfin, à Albi, des désordres qui ont atteint un certain degré de gravité, ont éclaté à cause du prix élevé du pain.

Malgré les troubles de Toulouse, et même à cause de ces troubles, les journaux officieux ne cessent de constater sur toutes les gammes de la satisfaction, que les tournées des conseils de révision pour la garde mobile, s'accomplissent au milieu du calme général. Ils emploient tout à tour les formules les plus agréables. Tantôt, les jeunes gens ont une attitude excellente et patriotique; tantôt ils se montrent « pleins de zèle et d'ardeur », malgré les efforts des partis, les inquiétudes habilement semées, etc. Ailleurs, l'empressement de ces mêmes jeunes gens est « des plus remarquables »; mais il y a d'autres endroits où cet empressement est seulement « remarquable ». On voit qu'il y a des nuances. Enfin, dans certaines localités, on constate que les opérations se font « avec autant d'ordre que de régularité ». C'est assez tiède.

Mais les départements qui se sont particulièrement fait remarquer, sont ceux du Var et du Vaucluse. Là, — *L'Etendard* nous l'apprend avec un bonheur inexprimable, — après les opérations du Conseil, le pays était en fête et l'on dansait des farandoles dans les villages. ... !!!

Des farandoles pour fêter la loi militaire! Ces bons villageois tenaient évidemment à consoler le gouvernement de toutes les lanternes qui ont été brisées à Toulouse. Heureux préfets du Var et du Vaucluse! voilà des farandoles qui pèsent pour beaucoup dans la balance de vos mérites.

Nous lisons dans le *Journal de Paris*: « Nous avons parlé d'une demande d'interpellation relative aux conséquences du traité de commerce, qui serait présentée par plusieurs membres influents de la majorité. Il est certain qu'elle sera et que la Chambre aura bien de la peine à la repousser, et le gouvernement bien du mal à s'y soustraire. M. Pouyer-Quertier s'est juré d'attacher ce grelot, et on sait que M. Pouyer-Quertier n'abandonne pas aisément ses résolutions, surtout lorsqu'elles ont l'appui tacite, ou même déclaré, d'un grand nombre de ses collègues. M. Jules Brame lui prêtera certainement, dans cette campagne depuis longtemps préparée, le secours d'une verve toujours prête; seulement on hésite encore sur l'heure et sur le terrain de la lutte. Faut-il déposer une demande d'interpellation? Vaut-il mieux attendre l'occasion toute indiquée du budget? Mais, sur la loi des finances, la dis-

ussion ne pourra pas dépasser les proportions d'un incident. D'un autre côté, une interpellation, même aussi motivée, que celle-là, peut échouer au dernier moment, devant une fin de non recevoir. Voilà pourquoi la bataille n'est pas encore engagée. Elle le sera certainement avec tous les éléments dont disposent MM. Pouyer-Quertier, Brame et de Lésperut. On dit que M. des Rotours fils y fera ses premières armes. Elle n'est pas attendue ni désirée avec moins d'impatience par les libre-échangistes résolus comme MM. Haentjens et M. Auguste Chevalier que par leurs très redoutables adversaires. Il n'y a probablement que M. le ministre du commerce qui ne la désire pas. »

Chaque jour, nous recevons des détails affreux sur la famine en Algérie. Nous lisons dans le *Progrès de l'Algérie*:

« A Tébessa, des femmes ont été réduites à manger les cadavres de leurs enfants; dans une grotte située à un kilomètre de la ville, des débris de corps humains constataient que, là encore, d'horribles festins avaient eu lieu. »

Sur le parcours de Tébessa à Ain-Beida, des cadavres gisent sur le bord des routes et servent de pâture aux animaux. Il y a huit jours à peine, un spahi a tué un chien en train de dévorer un bras séparé du tronc. »

J. REBOUX.

### Les Troubles de Toulouse

Nous trouvons dans les journaux et correspondances de nombreux et intéressants détails sur les événements qui viennent d'avoir lieu dans l'ancienne capitale du Languedoc. Voici d'abord ce que nous lisons dans une lettre particulière écrite le 11 dans la nuit:

« Il est une heure du matin. Toulouse, si tranquille d'ordinaire à cette heure, est sillonnée de troupes. Les jeunes gens libérés qui doivent faire partie de la garde nationale mobile à Toulouse et dans la banlieue ont été convoqués hier et avant-hier, et l'appel a continué aujourd'hui. Avant-hier lundi, ceux du faubourg Saint-Cyprien se sont rendus à midi devant la préfecture, accompagnés de leurs femmes et de leurs enfants. On a entonné la *Marseillaise*; quelques arrestations ont eu lieu, mais à une heure les groupes se sont dispersés, et dans la soirée quelques bandes isolées ont parcouru les rues sans trop accentuer leur passage. Mais le faubourg Arnaud-Bernard a été hier d'humeur moins pacifique. A huit heures du soir, une troupe composée de cinq cents personnes environ s'est portée sur la préfecture dont les portes étaient fermées. On a chanté la *Marseillaise*, quelques réverbères ont été brisés à coups de pierre, et la foule grossissant, on a marché sur la commissariat de police, qui est voisin de l'hôtel de la préfecture. Les bureaux n'étaient gardés que par un simple sergent de ville, qui a jugé prudent de ne pas faire de résistance. En un clin d'œil, les papiers, les registres, les meubles ont été jetés dans la rue; on n'a pas même épargné les tapisseries. Le drapeau qui surmontait la porte a été enlevé; celui qui s'en est emparé a pris la tête de la colonne qui s'est dirigée toujours chantant la *Marseillaise*, et ne s'interrompant que pour crier: *Vive la Liberté!* vers le palais du général de Goyon au Grand-Rond. Le poste est sorti sans armes: *Vive la ligne!* a-t-on crié; à bas la loi militaire! On est allé de là à la gendarmerie où quelques vitres ont été brisées; puis, sur la place du Capitole à dix heures un quart, toute cette masse, composée de plus de deux mille cinq cents personnes, a débouché de la place du Capitole sur la rue et la place Lafayette chantant à tue-tête la *Marseillaise*, toujours précédée de son drapeau, cassant tous les réverbères, ne respectant que les lanternes des hôtels ou des magasins. »

« La manifestation n'avait jusque-là rencontré sur son passage ni un soldat, ni un sergent de ville. Elle s'était presque entièrement dissipée, lorsque la place du Capitole est envahie par 2 escadrons de hussards, colonel en tête, 2 bataillons environ de chasseurs de Vincennes et une trentaine de gendarmes à cheval, le tout flanqué de nuées de sergent de ville. Il est minuit un quart. Toutes ces forces se déploient devant la façade de l'Hôtel-de-Ville; les chasseurs de Vincennes se forment en carrés au milieu de la place, pendant que le général Goyon et les autorités se réunissent au Capitole, mais tout s'était calmé, et n'était l'obscurité qui règne dans la rue Lafayette, dont tous les réverbères sont brisés, et le pas des patrouilles nombreuses, nul ne pourrait se douter de l'agitation dont Toulouse a été le théâtre. — L. Coulon. »

Une autre lettre, en confirmant les faits contenus dans le récit qui précède, au sujet des faits désordonnés de la journée du 10, ajoute que les vitres ont été brisées au Tribunal de première instance et chez un percepteur, et que là se sont renouvelées les scènes qui avaient déjà eu lieu à l'Hôtel-Militaire du Grand-Rond, au commissariat central et à l'hôtel Campaigno.

Cet hôtel avait été assiégé pendant plus d'une heure par une bande, considérable qui, ne pouvant réussir à enfoncer le portail, a jeté par-dessus une énorme quantité de cailloux. La bande portait un mannequin représentant un maréchal, avec une huirte à la place de la plaque de la Légion-d'Honneur.

Un témoin oculaire raconte ainsi la charge qui a eu lieu sur la place Saint-Etienne:

« De tous les points de la cité, on se rendait à midi sur la place de la préfecture. Le Capitole était occupé militairement, et les chasseurs à pied avaient refoulé dans la rue des Balances les jeunes gens de Saint-Cyprien, qui avaient voulu suivre cette direction. Au lieu de rassemblement, la rue Boulbonne, la rue Saint-Etienne, la rue Fermai, étaient interceptées par des piquets d'infanterie ayant la baïonnette croisée. La gendarmerie étant sortie de la cour de la préfecture, sabre en main, un jeune homme a pris sur ses épaules un vieillard tombé de peur ou à la suite d'une bousculade. Un hurrah s'est élevé: alors les gendarmes ont chargé et la foule a été refoulée. Enfin on a fait évacuer par la rue Rignepels, seul point ouvert le passage fut libre. Puis on a fait partir les femmes et les particuliers qui avaient cherché un refuge sur le seuil des boutiques et des hôtels. »

Pendant ce temps, des troubles éclataient au faubourg Saint-Cyprien. On parlait vaguement de deux mille individus, dispersés par la troupe, d'une barricade élevée et d'un drapeau tricolore dont on aurait enlevé les bandes bleue et blanche. Mercredi soir, près du même faubourg, un sergent de ville a été mis dans un triste état. Une boîte aux lettres a été forcée, dans les environs de l'archevêché. Il y a eu une proclamation du maire faite dans l'intention de rassurer les citoyens paisibles. Nul ne comprend que, pendant les événements se préparant, personne ne se soit trouvé prêt, à ce point qu'on ait pu tout déchirer au bureau central et dans un autre bureau de police. »

Ce correspondant parle d'une catégorie d'individus qui veulent, contre l'évidence des faits, que la politique et la loi sur l'armée soient complètement étrangères à cette émotion populaire, et ce qu'il y a de plus singulier, c'est que ces prétendus conservateurs s'obstinent, sans preuves, à prétendre qu'elle a un caractère irréligieux très-prononcé. On a beaucoup crié pendant trois jours; on a crié: *Vive la République!* à bas la loi sur l'armée! à bas ceci, à bas cela, mais personne n'a entendu crier à bas la religion ou ses ministres.

On a bien dit que les émeutiers s'étaient rués contre le collège des Jésuites et contre l'Archevêché. Ce qui a pu le faire supposer, ce sont, d'une part, les actes violents de la rue de la Croix-Baraignon, dirigés contre l'hôtel Campaigno, qui se trouve à côté du palais archiepiscopal; mais la demeure du prélat, a été respectée, et,

d'un autre côté, l'on a constaté que plusieurs carreaux de vitres avaient été brisés dans une maison attenante au collège des Jésuites. Cet acte avait été accompli par la manifestation sans proférer un seul cri contre la Compagnie de Jésus; comme les mêmes actes de vandalisme avaient été commis contre le palais de Justice, sans qu'il fut proféré un cri blessant pour la magistrature.

Jeudi, au départ du courrier, les scènes désordonnées des jours précédents ne s'étaient pas reproduites; espérons qu'elles sont finies. La population toulousaine, nous écrit-on, ne paraissait pas fort inquiétée des suites de cette petite émeute; elle regardait faire et attendait.

Des détails complémentaires nous sont fournis par les journaux de Toulouse. Nous lisons dans le *Messager* du 12:

« Une certaine agitation avait régné la veille à propos de la réunion du conseil de révision chargé de l'examen des jeunes gens faisant partie de la garde nationale mobile. Un rassemblement de peu d'importance avait eu lieu dans le faubourg Saint-Michel, mais il s'était dissipé sans amener aucun désordre. »

Mardi, à neuf heures du soir, un premier rassemblement s'est de nouveau formé dans le faubourg Saint-Michel. Il s'est ensuite dirigé vers le faubourg Saint-Cyprien où il n'a pas tardé à grossir considérablement.

Après avoir parcouru l'avenue Bonaparte et le Cours-Dillon en chantant la *Marseillaise*, les tapageurs sont entrés en ville par la rue du Pont, la rue des Changos et la rue Saint-Rome; ils étaient alors environ douze cents, parmi lesquels on pouvait compter plus de la moitié de curieux.

Nous ne chercherons pas à suivre le rassemblement dans l'itinéraire qu'il a parcouru dans les divers quartiers de la ville; nous signalerons seulement les points où il a laissé traces de son passage.

En traversant le Pont-Neuf, où s'exécutent en ce moment des travaux, les plus mutins avaient fait provision de projectiles; aussi, presque toutes les lanternes à gaz ont été brisées dans les rues, sur les places et sur les promenades parcourues par les émeutiers.

Au Marché-Couvert, les abat-vent en verre qui garnissent les ouvertures, ont été brisés sur les quatre façades du monument.

Au bureau du commissariat central, on a cassé, à coups de pierres, tous les carreaux de la devanture, envahi le premier bureau, qu'on a saccagé, et c'est grâce à l'énergie des quelques hommes de garde à la préfecture, que les émeutiers n'ont pas pénétré dans les autres parties des bureaux ou se trouvent les archives.

Au palais du maréchal, les candélabres et les carreaux de vitres ont été brisés, ainsi qu'à l'établissement du noviciat des Jésuites, rue des Fleurs.

L'hôtel de M. de Campaigno a été un instant menacé; mais, la porte étant solidement fermée, l'émeute a dû passer outre en devantant, en passant, la guérite placée devant le palais de l'archevêché.

La demeure de M. Filhol ne pouvait être oubliée, aussi n'a-t-elle échappé aux tapageurs que par une méprise de leur part: ils ont brisé les carreaux des fenêtres de M. Cuson, marchand de glaces croyant casser les vitres de la maison de M. le maire.

A minuit, des détachements de troupes de la garnison sont arrivés sur les points où se trouvaient les rassemblements, qui ont été promptement dispersés.

Six individus, contre lesquels s'élevaient des charges assez graves, ont été arrêtés et mis à la disposition de M. le procureur impérial; parmi eux se trouve un des principaux meneurs, ancien repris de justice qui n'a pas subi moins de quinze condamnations pour vols, rébellion ou vagabondage.

Deux agents de l'autorité ont été grièvement blessés.

Dans la journée d'hier, les points principaux de la ville ont été occupés par des détachements de troupes qui ont fait évacuer les places où s'étaient formés de nombreux rassemblements. Plusieurs magasins ont été fermés dans les rues avoisinant ces places.

« A l'entrée de la nuit, plusieurs pièces de canon ont été placées en batterie sur la place du Capitole et sur la place Saint-Etienne; toute la soirée de fortes patrouilles de cavalerie ont parcouru les rues de la ville. »

« Il n'est pas venu à notre connaissance que de nouveaux désordres aient eu lieu. » — Lebon.

On lit aussi dans le *Journal de Toulouse* de la même date:

« Nous avons dit que la démonstration de mardi soir, en se prolongeant, avait pris un caractère qu'elle n'avait pas eu à son début et que des faits regrettables s'étaient produits. Des vitres furent brisées au palais du maréchal; de là, la foule se transporta dans la rue Fermai, où elle envahit les bureaux du commissariat central: les nombreux papiers, conservés dans ces bureaux, furent pris, déchirés et répandus sur la voie publique. »

« On arriva ensuite à la place du Capitole, en brisant les vitres des lanternes à gaz, celles du Marché couvert, de l'hôtel Campaigno et d'une maison particulière, que l'on croyait être celle du maire. »

« Les lanternes des allées Louis-Napoleon furent également brisées, ainsi que quelques vitres de l'école vétérinaire, devant laquelle la foule stationna un moment, en adressant aux élèves un appel qu'ils ne pouvaient entendre. »

« Vers minuit et demi, les auteurs de la démonstration se dispersèrent. Les troupes qui avaient pris position sur la place du Capitole ne se retirèrent qu'à une heure avancée de la nuit. »

L'agitation a continué hier mercredi; mais au milieu de nouvelles de sources diverses, souvent contradictoires et dont il serait difficile de contrôler l'exactitude, il ne nous est pas possible de donner beaucoup de détails. Nous avons vu, à midi et demi, une colonne assez nombreuse, composée d'ouvriers du quartier Saint-Michel appelés ce jour-là devant le conseil de révision de la garde nationale mobile, déboucher sur la place du Capitole en chantant la *Marseillaise*; cette colonne a été refoulée dans la rue Saint-Rome par les chasseurs à pied. En ce moment, une sorte de panique s'est emparée des habitants de cette rue; plusieurs magasins ont été fermés, du moins en partie, et n'ont pas été complètement rouverts de tout le jour.

Des scènes tumultueuses, mais très-confuses, ont eu lieu ensuite sur la place Saint-Etienne et dans les rues qui y aboutissent. Les gendarmes à cheval et la troupe ont contenu la foule; des arrestations ont été faites. On assure que des pierres auraient été jetées à la troupe, et que quelques personnes auraient reçu des blessures provenant, dit-on, de coups de sabre, mais ces faits paraissent avoir été rares et ne présenter aucune gravité.

Les agitateurs se sont répandus avec rapidité sur plusieurs points de la ville. A la barrière Saint-Cyprien, ils auraient essayé de faire un commencement de barricade, mais ils se seraient retirés devant l'attitude de la troupe; sur ce point aussi, plusieurs arrestations ont été opérées.

En somme, pendant toute la journée d'hier, la ville a eu une grande animation; on peut dire que tous les habitants étaient sur pied, mais fort paisibles, s'informant de ce qui se passait, et recueillant les moindres détails sur les événements dont nous sommes les témoins depuis deux jours.

Sauf quelques points occupés militairement, la circulation était libre partout: les omnibus et les voitures n'ont pas cessé de circuler; il n'y a eu rien de plus que l'émoi produit dans quelques rues, entre autres, comme nous l'avons dit, dans la rue Saint-Rome, et les abords de la place Saint-Etienne.

A l'entrée de la nuit, les forces militaires, déjà très-considérables, ont été encore augmentées. De forts détachements d'artilleurs à cheval ont fait des patrouilles dans les principaux quartiers. Des batteries d'artillerie ont pris position sur la place du Capitole et la place Saint-Etienne; de forts piquets d'infanterie et de cavalerie ont occupé les ponts sur la Garonne. Ces précautions ont probablement empêché la manifestation de se reproduire hier au soir.

5086059